

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE

Sébastien GUILLAUME

Aline MILLE

Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Pascale DUCLERMORTIER

Stéphane MAYET

MUSIQUES SUR LA VILLE
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

Exercice clos le 31 décembre 2019

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

MUSIQUES SUR LA VILLE
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la Ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 12 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Perspectives sur l'exercice 2020 » de l'annexe des comptes annuels concernant l'incertitude qui pèse aujourd'hui sur le maintien du festival Musiques d'Ici et d'Ailleurs.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 12 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 mai 2020

FCN

Commissaire aux comptes

Perrine MOZET

Associée



ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✧ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✧ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✧ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

| | | | | | |
|---|---|------------------------------|------------------------------|----------|------------|
| Désignation de l'association MUSIQUES SUR LA VILLE | | Exercice N clos le | | 31/12/19 | |
| Adresse de de l'association 13 rue Saint-Dominique CHALONS-EN-CHAMPAGNE | | Exercice N-1 clos le | | 31/12/18 | |
| N° SIRET: 404 204 513 000 18 | | Code APE 923A | | | |
| | | Durées exprimées en mois.... | | 12 | 12 |
| | | Brut | Amortissements et provisions | Net | Net N-1 |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et développement | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques procédés, logiciels;droits et valeurs similaires | 1 387 | 1 387 | 0 | 0 |
| | Fonds commercial (1) | | | | |
| | Autres | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, matériel, outillage indust. | 39 460 | 33 732 | 5 728 | 3 856 |
| | Autres | 15 380 | 14 444 | 936 | 1 677 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | 0 |
| | | | | | 0 |
| | Immobilisations financières (2) | | | | 0 |
| | Participations | | | | 0 |
| | Titres immobilisés de l'activité du portefeuille | | | | 0 |
| Créances rattachées à des participations | | | | 0 | |
| Autres titres immobilisés | | | | 0 | |
| Autres | 1 015 | | 1 015 | 15 | |
| TOTAL I | | 57 242 | 49 564 | 7 678 | 5 548 |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en-cours | | | | |
| | Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| | En cours de production (biens et services) | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | 4 346 0 | | 4 346 | 4 433 0 |
| | Créances (3) | | | | |
| | Créances usagers et comptes rattachés | 8 175 | 4 500 | 3 675 | 21 213 |
| | Fournisseurs débiteurs | 130 | | 130 | 591 |
| | Personnel et organismes sociaux | 870 | | 870 | 1 734 |
| | Autres | 7 630 | | 7 630 | 31 330 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | 0 |
| | Instruments de trésorerie | | | | 0 |
| | Disponibilités | 66 647 | | 66 647 | 28 940 |
| | Charges constatées d'avance | 568 | | 568 | 739 |
| TOTAL II | | 88 365 | 4 500 | 83 865 | 88 980 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | |
| Primes de remboursements des emprunts(IV) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | | 145 606 | 54 064 | 91 543 | 94 528 |
| (1) Droit au bail | | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an | | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an | | | | | |

| Exercices . | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|------------|------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | Fonds associatifs sans droit de reprise | 54402 | 48351 |
| | Fonds associatifs avec droit de reprise | 10000 | 20000 |
| | Ecart de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Report à nouveau dont résultat sous contrôle des tiers financiers | -18278 | -18278 |
| | Résultat comptable de l'exercice | 7975 | 6051 |
| | Subvention d'investissement non renouvelables par l'organisme | 1805 | |
| | Provisions réglementées | | |
| | Droits des propriétaires (commodat) | | |
| TOTAL I | | 55 905 | 56 124 |
| PROV. POUR CHARGES & RISQUES | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | Fonds dédiés (1) | 4755 | 2160 |
| TOTAL II | | 4755 | 2160 |
| | Emprunts et dettes financières divers (1) | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 5603 | 5828 |
| | Dettes fiscales et sociales | 25280 | 26415 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Instruments de trésorerie | | |
| | Produits constatés d'avance | | 4000 |
| | TOTAL III | 30883 | 36243 |
| | Ecart de conversion passif (IV) | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) | | 91 543 | 94 527 |
| (1) Dont a plus d'un an | | | |
| Dont à moins d'un an | | | |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques | | | |



| Exercices | 31/12/19 | 31/12/18 |
|--|----------------|----------------|
| Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers) (1) | | |
| Partenariat Mécénat | 32145 | 26049 |
| Production vendue (biens et services) | 164514 | 109248 |
| montant net du chiffre d'affaires | 196 659 | 135 297 |
| Dont à l'exportation | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitation | 339030 | 320651 |
| Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges | | 0 |
| Cotisations | 105 | 60 |
| Autres produits (hors cotisations) | 1036 | 8 |
| TOTAL I | 536 830 | 456 016 |
| Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières) (2) | | |
| Achats de marchandises | 7 417 | 6519 |
| Variation de stock | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | 274 950 | 222 008 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 3 150 | 2 569 |
| Salaires et traitements | 160 058 | 137 568 |
| Charges sociales | 64 299 | 60 874 |
| Dotations aux amortissements, provisions et engagements: | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 4 284 | 6 017 |
| Sur immobilisations: dotations aux provisions | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | |
| Pour risques et charges: dotations aux provisions | 5 595 | 2 160 |
| Autres charges | 12 107 | 12 588 |
| TOTAL II | 531 860 | 450 303 |
| 1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II) | 4 970 | 5 713 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | |
| Excédent ou déficit transféré III | | |
| Déficit ou excédent transféré IV | | |
| Produits financiers : | | |
| De participations | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 245 | 348 |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | | |
| Différence positive de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 0 | 0 |
| TOTAL III | 245 | 348 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différence négative de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL VI | 0 | 0 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (V-VI) | 245 | 348 |



| Exercices: | 31/12/19 | 31/12/18 |
|---|--------------|--------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | 5 216 | 6 061 |
| Produits exceptionnels: | | |
| Sur opérations de gestion | 2 660 | 330 |
| Sur opérations en capital | 200 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| TOTAL VII | 2 860 | 330 |
| Charges exceptionnelles: | | |
| Sur opérations de gestion | 100 | 341 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| TOTAL VIII | 100 | 341 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | | -11 |
| Impôts sur les sociétés (IX) | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII) | 539 934 | 456 695 |
| TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX) | 531 960 | 450 644 |
| SOLDE | 7 975 | 6 051 |
| Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs (N) | | |
| Engagements à réaliser sur ressources affectées (N) | | |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 7 975 | 6 051 |
| Y compris: | | |
| Redevances de crédit bail mobilier | | |
| Redevances de crédit bail immobilier | | |
| Evaluation des contributions volontaires en nature | | |
| Produits | | |
| Bénévolat | | |
| Prestations en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Total | | |
| Charges: | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Personnel bénévole | | |
| Total | 0 | 0 |

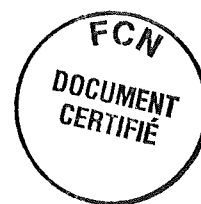


TABLEAU DE VARIATION DE FONDS ASSOCIATIFS

| Libellé | Solde au début De l'exercice | Augmentations | Diminutions | Solde à la fin De l'exercice D=A+B-C |
|--|---------------------------------|---------------|---------------|--|
| | A | B | C | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 48351 | 6051 | | 54402 |
| Ecart de réévaluation | | | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | 20000 | | 10000 | 10000 |
| Réserves | | | | |
| Report à Nouveau | -18277 | | | -18277 |
| Résultat Comptable de l'Exercice | 6051 | 7975 | 6 051 | 7 975 |
| Subventions d'investissement non renouvelables | | 2005 | 200 | 1 805 |
| Par l'organisme | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| Droit des propriétaires (commodat) | | | | |
| TOTAL | 56125 | 16031 | 16 251 | 55 905 |



**MUSIQUES SUR LA VILLE
ANNEXE DE L'EXERCICE 2019**



1°) FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

- Augmentation sensible du volume d'activités et de prestations se traduisant par une augmentation des charges liées, notamment pour l'organisation en juin 2019 d'une manifestation exceptionnellement importante pour une entreprise partenaire.
- Présence durant 8 mois d'une alternante chargée de communication à 80 %
- Augmentation des produits d'activité en proportion auxquels s'ajoutent un renforcement de l'aide de la Ville de Châlons-en-Champagne (8 000€) pour le festival des Musiques d'Ici et d'Ailleurs et les financements inédits de la Spedidam, de la DDCSPP (Droits des Femmes) et du FDVA pour un total de 5 500€. En sus, ont été intégrés 2300€ de subventions complémentaires au Contrat de Ville au titre des exercices 2017 et 2018 qui n'ont été versés qu'en décembre 2019.
- A été portée en pertes une créance non recouvrable de 3 000€ datant de 2018.

De ces variations, il découle un résultat de l'exercice en excédent de 7 975€.

2°) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 91 543 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 539 935 euros et un total de charges de 531 960 euros.

L'exercice considéré : - débute le 01/01/2019 finit le 31/12/2019
et a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description et justification des modifications intervenues d'un exercice à l'autre (présentation ou évaluation).

La présentation des comptes annuels et les méthodes retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Afin de prendre en compte le changement de législation en matière de comptabilisation des actifs, les immobilisations inscrites au bilan ont été passées en revue. Il a été jugé qu'elles étaient suffisamment décomposées et que leur durée d'amortissement était adaptée.

Les principales méthodes utilisées sont :



Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

3°) NOTES SUR LE BILAN

A) L'ACTIF

Concernant les acquisitions d'immobilisations :

L'association s'est dotée de :

- 2 PS10 d'occasion pour 600€
- Un appareil Photo numérique pour 499.99€
- Matériels de percussions pour 2495.39€
- Une machine à fumée pour 1085€
- Une pompe broyeur pour 205€
- Un groupe électrogène pour 529€



L'association a sorti de ses immobilisations les éléments suivants :

- Mise au rebut d'un Pupitre Behringer pour 310.30€
- Vol de la caméra et accessoires pour 378.80€
- Mise au rebut de l'échelle cassée pour 468.83€
- Mise au rebut de 2 ordinateurs HP pour 738.70€

Tableau des mouvements d'immobilisations

| | Valeurs d'achat | Amortissement | Sortie de l'actif | V.N.C |
|----------------------------------|--------------------|---------------|----------------------|-------|
| immobilisations incorporelles | 1 387 | 1 387 | | 0 |
| Immobilisations corporelles | 56 737 | 48 177 | 1 897 | 6 663 |

Etat des échéances des créances

| | Montant brut | Echéance jusqu'à un an | Echéance à plus d'un an |
|--|---------------|---------------------------|----------------------------|
| avance sur commandes et fournisseurs | 4 346 | 4 346 | |
| clients | 3 675 | 3 675 | |
| autres créances | 8 629 | 8 629 | |
| Total | 16 650 | 16 650 | |

B) PASSIF

Etat des dettes

| | Montant brut | Echéance jusqu'à un an | Echéance à plus d'un an |
|---|---------------|------------------------|-------------------------|
| dettes fournisseurs | 5 603 | 5 603 | |
| dettes fiscales et sociales | 25 280 | 25 280 | |
| Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit | | | |
| Total | 30 883 | 30 883 | |

Il y a en plus 10 000€ de fonds associatifs avec droit de reprise dont 10 000€ à moins d'un an.

Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite.

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires 1 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 1.06 %



Ils représentent un total (y compris les charges sociales) de 16 643 Euros, pour le seul salarié concerné aujourd'hui, c'est-à-dire le Directeur.

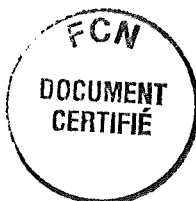
La provision constatée au 31/12/2019 s'élève à 4 755€ (2/7^{ème}) et le solde sera réparti sur les 5 années d'activité restantes.

4°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Détail des subventions

339 030,00 €

| | |
|------------------------------------|--------------|
| Ville : | 209 600,00 € |
| Contrat de Ville/ Ville : | 5 700,00 € |
| Contrat de Ville / CAC : | 5 800,00 € |
| Contrat de Ville / Etat : | 8 500,00 € |
| Région Grand Est : | 47 500,00 € |
| Département : | 45 430,00 € |
| DRAC : | 11 000,00 € |
| DDCSP – Droits des femmes | 1 500,00 € |
| Autres subventions (FDVA – MIA 3J) | 1 500,00 € |
| SPEDIDAM | 2 500,00 € |



Charges constatées d'avance : 568.01 €

| | | | |
|--------------|-------------------------------|----------------|---------------|
| 6132 | Plurial Novilia | 01/01/20 | 155,58 |
| 614 | Plurial Novilia | 01/01/20 | 48,71 |
| 61561 | GHS – 01/01-31/01 | 01/01/20 | 41,85 |
| 6181 | M Media abt Lettre culturelle | 01 à 08/20 | 93,33 |
| 6262 | Orange | 01/01 à 22/01 | 38,02 |
| 6263 | Orange internet | 01 à 04/01 | 5,73 |
| 6263 | SFR internet | 01 à 10/01 | 12,70 |
| 6265 | La poste Boite postale | 2020 | 148,68 |
| 651 | OVH | 01/01-14/12/21 | 23,41 |
| TOTAL | | | 568,01 |

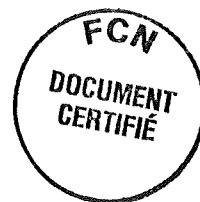
Charges à payer : (incluses dans les postes de bilans) : 4 498.39 €

| | | | |
|--------------|-----------------------------|-------------|-----------------|
| 6061 | EDF 27/11-31/12 | 27/11-31/12 | 251,49 |
| 6226 | FCN | 2019 | 4 250,00 |
| 6516 | Sacem Séance du 28/9/19 | 2019 | 109,08 |
| 6262 | Orange fixe | 23/11-31/12 | 72,65 |
| 627 | FF CM | déc-19 | 7,17 |
| | La Licorne + Avoir s/ repas | | |
| 6252 | 2019 | juil-19 | -192,00 |
| TOTAL | | | 4 498,39 |

Détails des contributions en nature

Travaux, locations, transports et communication, mise à disposition de moyens :

- Ville de Châlons-en-Champagne 111 515 €
(montant réel figurant sur la notification 2020)
- Ville de Fagnières 2 000 €
(estimation, données non communiquées à la date de rédaction du bilan)



Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.

Perspectives sur l'exercice 2020

Les actions mises en place depuis 2017 pour équilibrer les comptes de l'association auront permis d'obtenir un nouvel exercice excédentaire, s'agissant d'adapter le volume des activités aux moyens disponibles sans sacrifier la qualité et le niveau artistique des manifestations. L'exercice 2020 s'inscrit dans la continuité des précédents avec une recherche de consolidation des manifestations les plus récentes (Carillon de Lumière, suspendue en 2019, festival Rive-Gauche,...) tout en développant toutes les opportunités de partenariats, notamment avec les entreprises du secteur marchand sensibles au projet comme à la démarche de l'association.

A noter, que les activités ont commencé à être affectées par le COVID-19 au 1^{er} trimestre 2020 (report du Printemps du Jazz à l'automne) et second trimestre (annulation des Musiques du Dimanche, de la Fête de la Musique sous sa forme initialement projetée et de différentes prestations). L'association s'attend à un impact sur ses états financiers 2020.

N'ayant à ce jour que très peu d'informations sur la possibilité de mener le Festival Musiques d'Ici et d'Ailleurs cet été, qui représente une part déterminante de son budget annuel, l'association a décidé de faire la demande de dossier d'activité partielle pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} mai 2020, ouvrant des possibilités de faire évoluer la charge salariale en cas d'inactivité prolongée. Cependant la recevabilité du dossier pourrait reposer sur la proportion de subventions publiques accordées à la structure dans son budget.

A cet instant, la trésorerie de la structure assure le paiement des salaires et des charges fixes pour l'exercice 2020, d'autant que la Ville de Châlons-en-Champagne a versé courant mars 50 % de l'ensemble de ses subventions annuelles.

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2019**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec l'Association des Cités en Champagne de Prévention

Personnes concernées :

- Madame Dominique DETERM, Membre du Conseil d'Administration Musiques sur la Ville et Secrétaire du Conseil d'Administration de l'ACCP ;
- Monsieur Jacques ADNOT, Président de l'ACCP et Membre du Conseil d'Administration Musiques sur la Ville ;
- Monsieur Patrick LEGOUIX, Directeur de Musiques sur la Ville et Trésorier de l'ACCP.

L'association des Cités en Champagne de Prévention a facturé à Musiques sur la Ville des prestations pour un montant de 13 461,23 € TTC pour l'exercice 2019.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 mai 2020

FCN

Commissaire aux comptes

Perrine MOZET

Associée

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. MOZET', with a stylized flourish extending to the right.